



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 10 DECEMBRE 1983.

N° 231

PRIX :

ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

LES ORGANISATIONS NATIONALISTES ET NOUS.

Le MPGI, auquel appartiennent les militants emprisonnés aujourd'hui, est une organisation nationaliste, c'est à dire qui a comme unique but l'indépendance de la Guadeloupe.

Cette organisation s'est créée quelque temps après la libération de REINETTE et des autres présumés membres du GLA.

Cette organisation mit sur pied une station de radio : Radio Unité, qui a gagné au fil des mois un auditoire assez large. En particulier l'émission de «Rose» le dimanche matin était très écoutée.

Nous avons avec le MPGI les mêmes désaccords de fond qu'avec les autres organisations nationalistes de Guadeloupe et Martinique.

D'abord les buts que visent les organisations telles que le MPGI ou l'UPLG ne sont pas les nôtres. Nous sommes des communistes révolutionnaires.

Cela veut dire que notre but c'est de renverser la société capitaliste, impérialiste, et de conduire au pouvoir la classe ouvrière.

La période pendant laquelle la classe ouvrière sera au pouvoir dans un état qu'elle aura créé permettra aux classes pauvres, ouvrière et paysanne (essentielle ment), de briser la résistance de la classe possédante et des couches aisées de la petite-bourgeoisie.

Cette période de pouvoir des travailleurs, à l'exclusion de toute autre classe permettra la mobilisation, l'éducation de la population, la concentration aux mains des travailleurs de tous les moyens économiques, politiques et militaires, qui leur permettront d'assurer la transformation de la société.

Ici, aux Antilles, se pose le problème de la situation coloniale. Situation qui se traduit de façon évidente par le racisme officiel.

Tous les postes de direction et de responsabilité sont aux mains de la minorité blanche possédante et dirigeante.

Nous appelons le peuple noir à renverser ce pouvoir Blanc et à mettre fin à cette situation de racisme officiel.

Nous appelons les Noirs à ne pas se laisser abuser par les aspects soi-disant démocratiques du pouvoir blanc. Celui-ci admet évidemment qu'il y ait des conseillers, des sénateurs et députés noirs.

Mais il s'agit d'une délimitation très stricte qui permet de maintenir la fiction juridique de «département d'Outre-Mer», fiction commode à l'abri de laquelle le pouvoir réel, l'exécutif, (préfet, juges, police) et l'économique sont aux mains des Blancs.

Les députés noirs ne sont que quelques Noirs perdus dans une assemblée en France et les conseillers locaux siégeant ici sont là pour paraphraser approuver une gestion centralement décidée à Paris dans ses moindres détails. Ils n'ont strictement aucun pouvoir politique.

Mais le peuple noir n'est pas un peuple homogène et nous ne parlons pas ici de couleur - mais de classes sociales.

Suite p.2

LA GAUCHE ET LA REPRESSION : REFUSER DE DENONCER LA REPRESSION C'EST FAIRE LE JEU DE LA DROITE.

Alors que depuis 3 semaines le pouvoir colonial revient de plus en plus franchement à des méthodes de répression policière ouvertes contre les anti-colonialistes, multipliant les filatures, perquisitions, interpellations et arrestations, la gauche en Guadeloupe et en particulier le PCG qui s'exprime dans son hebdomadaire l'Étincelle, a choisi l'ignorer complètement cette question.

Les propos sur la situation actuelle que nous relevons dans l'éditorial de ce journal du 3 décembre, sont significatifs à ce sujet.

«L'opération anti-communiste du colonialisme se précise.»

«Coup sur coup des bombes éclatent un peu partout» «en guadeloupe, donnant lieu évidemment à l'ouverture» «d'une enquête judiciaire avec ses inévitables tracasseries».

Dans le même temps le PCG parle de menaces anti-communistes précises et absout les maîtres actuels du colonialisme français qui mènent «évidemment» une enquête judiciaire. Et la répression qui se développe devient pour lui d'«inévitables tracasseries».

Tout ce langage tenu par l'éditorialiste de l'Étincelle revient à dire que la répression policière qui touche actuellement les militants du MPGI est tout ce qu'il y a de plus normal.

Peut être cette position vient-elle du fait que le PCG affirme dans le même article que «la doctrine de (son) parti condamne explicitement les attentats terroristes lesquels objectivement font le jeu de la droite».

Evidemment le PCG a tout à fait le droit de dire son désaccord sur la méthode du terrorisme aveugle.

Mais cela ne devrait nullement entrainer un tel mutisme devenant complice sur la répression policière qui s'exerce avec acharnement sur les militants d'une organisation qui s'est toujours située clairement dans la lutte anti-colonialiste, le MPGI. D'autant que toute l'affaire de la soi-disant collusion entre MPGI et ARC est jusqu'à présent la version du pouvoir colonial lui-même.

La droite se frotte les mains, France Antilles jubile, François Bracy, son «nègre de service» rigole, les arrestations vont bon train !

F. Bracy s'est assez «amusé» et il pense que la plaisanterie a assez duré... Vivement qu'on enterre l'ARC et par la même occasion le MPGI et Radio Unité !

La droite jubile parce que c'est depuis quatre ans le gouvernement de gauche qui s'est montré le plus efficace contre les terroristes !

La police avait bien sûr des dossiers sur les militants de l'ARC et sur ceux du MPGI, comme elle en a sur les membres du PCG, du PCM, du PPM, du GRS, de Combat Ouvrier ou de l'UPLG !

Tout cela est dans l'ordre des choses.

Mais la police française dirigée par la gau-



Manifestation du 21 mars 1981.... Contre l'arrestation des membres du GLA. Les organisations de gauche PC, CGT étaient présentes... Aujourd'hui elles sont plus réservées. Il est vrai que c'est aujourd'hui la gauche au pouvoir qui réprime.

Que dans le mouvement anti-colonialiste, le mouvement de lutte contre toutes les formes d'exploitation, des militants mais aussi les hommes, les femmes n'étant ni dans des partis ni dans des organisations, estiment nécessaire de s'engager dans la lutte contre l'opresseur colonial avec les moyens qu'ils jugent nécessaires d'employer, cela aussi peut s'expliquer. Le problème de savoir qu'ils ont raison. c'est l'affaire des anti-colonialistes et pas celle de la police coloniale.

Les révolutionnaires ne peuvent reconnaître aucun droit au colonialisme de réprimer, poursuivre ou fabriquer ses preuves contre les anti-colonialistes.

La répression policière exercée aujourd'hui par le pouvoir colonial contre les militants du MPGI est la même qui s'exercera demain contre tous ceux, militants mais aussi travailleurs qui n'accepteront pas de baisser la tête face aux diktats d'une bourgeoisie confrontée à la crise.

Et lorsque l'éditorialiste de l'Étincelle é-

crit «on annonce la création d'un commando menaçant d'assassiner les présumés poseurs de bombe, mais bien entendu, les authentiques anti-colonialistes», (parlant ainsi d'eux même...), il ne se trompe pas. La répression qui menace est exercée par un camp, celui des colonialistes, celui de tous ceux qui protègent les privilégiés.

Alors le langage qui consiste à faire comprendre à ce même pouvoir : «vous pouvez traquer certains anti-colonialistes (qui ne seraient pas authentiques !) et donc augmenter la répression», n'est pas digne d'un communiste.

Au contraire, face à la répression même légère, même restant dans les limites de la loi bourgeoise et avant que le camp des colonialistes ne se sentent trop atteint, les véritables communistes doivent appeler les travailleurs et l'ensemble de la population laborieuse à se mobiliser, pour mettre un frein à toutes ces méthodes policières et à s'opposer vigoureusement au renforcement de l'ordre colonial.

POINTE A PITRE : NOUVELLES ARRESTATIONS

La droite se frotte les mains, France Antilles jubile, François Bracy, son «nègre de service» rigole, les arrestations vont bon train !

F. Bracy s'est assez «amusé» et il pense que la plaisanterie a assez duré... Vivement qu'on enterre l'ARC et par la même occasion le MPGI et Radio Unité !

La droite jubile parce que c'est depuis quatre ans le gouvernement de gauche qui s'est montré le plus efficace contre les terroristes !

La police avait bien sûr des dossiers sur les militants de l'ARC et sur ceux du MPGI, comme elle en a sur les membres du PCG, du PCM, du PPM, du GRS, de Combat Ouvrier ou de l'UPLG !

Tout cela est dans l'ordre des choses.

Mais la police française dirigée par la gau-

che a dépêché un groupe spécial pour mettre fin dit-on au terrorisme. Et celui-ci n'a pas tergiversé. Il a arrêté ceux qui de près ou de loin semblaient avoir un lien avec les ex-membres du GLA. C'est le point de départ. Reinette est un ex-membre présumé du GLA. Il n'y a jamais eu de procès pour l'établir, du reste. Il est l'un des fondateurs du MPGI. Donc si le terrorisme continue, ce ne peut être que par l'action de ses amis politiques.

Trois nouveaux militants anticolonialistes ont été arrêtés et écroués. Simone Faisans Rénac plus connue sur le nom de Rose, et son mari Charles Rénac ainsi que André Aquaba, tous trois du MPGI.

Ainsi, après l'arrestation et la mise sous les verrous de Laila, animatrice de radio-unité, il y a une dizaine de jours, et de Max Safrano

le 29 novembre dernier depuis son lieu de travail, la vague d'arrestations des militants du MPGI continue. Ces arrestations se chiffrent au nombre de cinq depuis celles du mardi 26 novembre dernier.

Jusqu'à ce jour, aucune preuve n'a jamais été apportée à la population sur le fait que ces militants aient vraiment participé à la pose de bombes. Sinon de vagues déclarations de journalistes des radios officielles. Ces anticolonialistes sont en prison soupçonnés d'appartenir à une organisation que le gouvernement croit être liée à l'ARC.

Reinette et Humbert Marbeuf seraient recherchés.

Des meetings de protestation sont prévus appelés par les organisations nationalistes, des Syndicats, le GRS et Combat Ouvrier.

Car en son sein, tous les Noirs ne sont pas dans la même situation sociale.

La masse de la population est constituée essentiellement de deux classes pauvres, la classe ouvrière (ouvriers, employés, chômeurs, émigrés) et la paysannerie pauvre.

Mais dans le même peuple noir existe une classe possédante ou aisée de par ses fonctions (commerçants, entrepreneurs, médecins, avocats etc...).

Une large fraction de cette classe de la moyenne et petite bourgeoisie aspire à l'indépendance.

La plupart des dirigeants et cadres des organisations nationalistes sont issus de cette classe sociale.

Ce fait pourrait n'avoir pas grande importance si ces organisations ne défendaient pas précisément leurs intérêts et aspirations de classe.

La moyenne et petite bourgeoisie aspirent à remplacer le pouvoir blanc par le leur. C'est pourquoi nous appelons les travailleurs non seulement à combattre le pouvoir blanc, qui est celui des exploités, mais à se préparer dès maintenant à affronter ou empêcher la mise sur pied d'un pouvoir de bourgeois noirs. C'est le pouvoir des Noirs pauvres qu'ils devront ériger demain, si la lutte s'intensifie.

Aucune organisation nationaliste ne se présente ouvertement comme organisation des futurs exploités. Mais aucune ne milite pour le pouvoir des travailleurs, celui des Noirs pauvres.

Lorsque l'ARC écrit : « nous nous battons pour l'instauration d'une aube nouvelle, d'une société de type socialiste réelle où les biens de la Nation seront répartis dans le sens de l'intérêt général, et non plus dans le sens de l'intérêt de quelques privilégiés et des gros capitalistes. »

Cela n'empêche pas qu'elle parle en tant qu'organisation d'une classe autre que celle des travailleurs et qui assure ceux-ci qu'elle ne les écrasera pas sous les injustices.

Mais qui garantira cela ? L'ARC, le futur pouvoir de la petite ou moyenne bourgeoisie ?

Remarquons encore que les phrases sur la répartition « dans l'intérêt supérieur du peuple » donc dans l'intérêt général sont des propos classiques qu'un De Gaulle ou Churchill, ou Mitterrand - Delors tiennent au peuple pour lui demander des sacrifices.

Car les seuls juges de l'intérêt supérieur sont les gouvernants. Et si ce n'est pas « le peuple » qui gouverne, il n'a aucune chance que la balance du jugement penche en sa faveur.

Nous croyons que le moyen le plus sûr pour la classe ouvrière de s'assurer une « aube nouvelle », et la venue d'une « Société de type socialiste », c'est de la faire eux mêmes.

Pour que le « peuple » juge de l'intérêt « général » et « supérieur » il doit être au pouvoir. Pour y être, il doit se donner les moyens d'y arriver.

De même que la petite bourgeoisie et même la bourgeoisie moyenne voient représentés et défendus leurs intérêts dans les organisations nationalistes, de même la classe ouvrière doit aussi s'organiser avoir sa politique, ses objectifs, qui ne seront pas ceux des organisations nationalistes.

Pour y parvenir la classe ouvrière devra s'éduquer, s'organiser et proposer à l'ensemble des Noirs pauvres de lutter pour l'objectif clair précis, d'un état des Noirs pauvres.

Ce n'est pas non plus « la répartition » des « biens de la Nation » que nous proposons.

Parce que là aussi réside une distinction fondamentale entre les organisations indépendantistes et nous. Répartir les biens de la Nation, même de façon équitable, sans autre perspective, c'est promettre à la population une impasse économique et comme seule perspective la pauvreté.

Il peut être nécessaire de faire des sacrifices pendant la lutte contre l'impérialisme français, et après sans doute. Mais pas pour aboutir à une société où on répartira les seuls « biens de la Nation ».

Il n'existe pas de possibilité de développement national de l'économie d'un pays - ni pour les très grands, (Inde, Chine etc...) et à plus forte raison les tout petits ! Les biens des pays pauvres ne sont pas « dans la nation » mais en France, USA, Grande-Bretagne etc... Et c'est là qu'il faudra les prendre grâce à la lutte des exploités de ces pays. Il s'agira ensuite de la répartition rationnelle des biens de la terre entière et non d'une nation pour ses habitants.

Nous, à Combat Ouvrier, nous nous battons pour que les Noirs pauvres s'organisent pour créer dans la lutte leur état, l'état des Noirs pauvres.

Un tel état devra organiser l'économie pour tenir le temps nécessaire à la destruction du système impérialiste de l'intérieur par les travailleurs américains, Européens.

Un tel état mettra tout son poids moral, son exemple d'état des travailleurs, à entraîner les exploités d'Europe et d'Amérique à entrer en lutte contre l'impérialisme.

L'Etat des Noirs pauvres se battra contre toute forme d'isolement par la bourgeoisie impérialiste.

L'impérialisme possède des fusées, des porte-avions géants. Mais cela ne peut pas empêcher les idées de circuler.

En partant de notre situation, l'artère qui permettra aux idées révolutionnaires d'irriguer le grand corps de l'impérialisme Nord Améri-

cain, existe : c'est le peuple Noir.

Les peuples Guadeloupéens, Martiniquais ne sont qu'une toute petite partie du peuple Noir, celui-ci comprend un ensemble de plusieurs millions d'hommes répartis dans l'arc caraïbe, l'Amérique du Sud et les Etats Unis.

Se donner des objectifs étroitement nationaux, se priver de l'arme essentielle des exploités, c'est à dire l'internationalisme des travailleurs, c'est offrir une nouvelle impasse aux peuples de notre région à la place de celle où nous sommes aujourd'hui sous la domination impérialiste.

Cela ni l'ARC, ni le MPGI ne l'envisagent. L'Alliance créée par l'ARC entre la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane est une alliance tactique qui est destinée à disperser les efforts du pouvoir colonial.

En tant que tel, et du point de vue nationaliste cela est justifié, mais ne répond pas à la nécessité vitale pour l'avenir de non, seulement chasser le pouvoir colonial, mais de combattre l'impérialisme en son sein même jusqu'à sa destruction.

L'exemple de l'intervention de l'impérialisme à Grenade est là pour montrer que même si on veut vivre hors de la domination politique de l'impérialisme, le seul fait que celui-ci existe et continue de régenter la planète fait que rien ne sera définitivement réglé tant qu'il n'aura pas été abattu de l'intérieur.

Les nationalistes Maoïstes et tiers mondistes convaincus n'ont cessé, durant les années 60 et 70 de théoriser sur la destruction de l'impérialisme dans la « zone des tempêtes » (le Tiers monde) ! Ni la guerre d'Algérie, ni celles du Viet Nam, ni celles qui ont eu lieu aux quatre coins du monde... n'ont suffi à abattre l'impérialisme. Il est toujours vivant, agressif, menaçant.

La seule issue possible est pour les travailleurs d'ici d'appeler (dès que leur voix aura quelque puissance) les travailleurs des USA et d'Europe à comprendre qu'ils doivent s'organiser et détruire le système impérialiste de l'intérieur pour le remplacer par une Société Socialiste.

Précisément, dans le passé aucun des mouvements nationalistes même les plus radicaux n'a eu ce souci.

Ni Castro, ni Ho Chi Minh n'ont rien eu à proposer aux travailleurs américains. Ils ont confondu ceux-ci dans la même haine qu'ils portaient aux agresseurs de leur pays.

La conséquence d'une telle attitude ne peut être que la perpétuation des souffrances et de la pauvreté des peuples au nom desquels de tels leaders parlaient.

C'est pourquoi nous croyons que la voie la plus conséquente pour une libération véritable de notre peuple passe par une politique

qui vise aussi bien la libération nationale (la fin du colonialisme), que sociale. Une telle libération n'est possible qu'avec la fin de l'impérialisme.

Seul un Etat des Noirs pauvres se donnera un tel objectif. Car la petite-bourgeoisie, elle, cherchera à « développer » l'économie nationale, ce qui pour la population signifiera travailler très dur pour assurer un niveau de vie aisé à une minorité de l'élite Noire.

Nous avons donc fait dans cet article le point de nos positions par rapport à celles des organisations indépendantistes. Il va de soi que nous critiquons ici la politique réelle des organisations telle qu'elle apparaît dans leur action quotidienne et dans les déclarations de ces organisations.

Nous ne critiquons ni les sentiments ni les intentions de tel ou tel militant ou dirigeant.

Si des militants ou des dirigeants d'organisations nationalistes trouvent (comme c'est souvent le cas, en réponse à nos critiques) que ce que nous reprochons ne correspond ni à leurs sentiments, ni à leurs intentions personnelles, c'est aux prises de positions, aux programmes et au choix de leurs propres organisations qu'ils doivent s'en prendre et non à nos critiques.

Car il est justement stupide d'aboutir dans une lutte au contraire de ce que l'on a voulu parce qu'on n'a pas pris la peine de discuter les programmes et les orientations quand il en était encore temps.

Et s'il y avait un reproche à nous faire ce serait plutôt le retard et l'insuffisance de nos critiques.

Dans la situation présente où beaucoup de jeunes, des travailleurs réfléchissent, discutent sur la situation politique, tous ceux qui proclament leur désir de lutter, de « s'engager » de « faire quelque chose » doivent en même temps étudier et discuter à fond les programmes des organisations et les critiques qui en sont faites.

Et pour finir disons que nos critiques du MPGI ou de l'ARC ou de l'UPLG ne nous empêchent pas et ne nous empêcheront pas d'être solidaires sans condition et avec détermination des militants anti-colonialistes touchés par la répression policière d'aujourd'hui.

Ce n'est pas au pouvoir blanc à faire le tri dans les rangs des anti-colonialistes. La discussion des différences politiques entre organisations existant dans les peuples antillais est l'affaire des militants de ces peuples et l'affaire de ces peuples... pas celle du colonialisme.

MARTINIQUE : PROPOS DE CABORT-MASSON : LE MEPRIS DES TRAVAILLEURS.

L'ARC étant un regroupement d'organisations antillo-guyanaïses, des attentats revendiqués par elle se sont aussi bien déroulés en Martinique qu'en Guadeloupe.

Ce qui a conduit Cabort-Masson, collaborateur en Martinique du journal Antilla à une analyse sur les bombes revendiquées par l'ARC « cette analyse n'étant pas « gratuite », comme le dit Cabort-Masson lui-même, nous conduit à la critique des positions défendues par lui dans cet article. Du reste, ce qu'il dit correspond à la pensée de beaucoup de militants nationalistes. Le texte de Cabort-Masson a l'avantage de dire crûment ce que d'autres disent à demi-mots ou « en privé ».

Après tout un développement vaseux sur les Noirs, esclaves qui n'ont pas de « tradition militaire », sur l'« Antillais qui est « profondément pacifiste par tradition » ou sur l'« impuissance inculquée par la peur », Cabort-Masson en vient à la situation actuelle.

Et c'est pour dénoncer : « Cete tare triple : attitude du mouton, pacifisme et peur conduisant à l'impuissance telle est la situation idéologique du peuple Antillais sous domination française que les poseurs de bombes veulent transformer ».

A cette affirmation, il faut en ajouter une autre plus explicite :

« Car chacun sait au fond de lui même que le mandat ou l'aide sociale qu'il touche, fait fonctionner le système colonial. Il n'y a donc pas d'innocents dans le système colonial ».

Et il continue en disant :

« Ceux qui se croient innocents dans cette lutte sont des hypocrites ».

Nous disons que cet ensemble de propos

de Cabort-Masson n'a rien non plus d'innocent

Ils signifient que si le « peuple » ne veut pas avancer, il faut le fouetter pour cela ! Il faut l'obliger à « prendre conscience ». Non pas par la propagande, les explications répétées etc... mais en posant des bombes.

Cette opinion n'est pas propre à C.M., elle est aussi celle de la plupart des organisations nationalistes.

Et C.M. a raison d'analyser ainsi la démarche de l'ARC. Même s'il ajoute que :

« les poseurs de bombes prennent un très grand « soin à éviter qu'il y ait des victimes « innocentes » et la bavure de Basse Terre est une faute des autorités en place. »

Mais ces « bavures » sont étroitement liées à la politique même des attentats aveugles.

Les travailleurs ne sont d'ailleurs pas choqués principalement par la « bavure ». En soi cela n'est pas le plus grave politiquement. Ce que les travailleurs (et ceux qui ont été victimes de la « bavure » et les autres) condamnent, c'est qu'ils n'ont pas eu voix au chapitre pour décider éventuellement d'avoir à supporter des « bavures ».

Depuis plus d'un siècle, les travailleurs mènent des luttes et chaque grande grève a eu son lot de « bavures » : matraquage, emprisonnements, assassinats par les troupes coloniales. Cela a-t-il arrêté les grèves ! Non.

Au lendemain de l'abolition de l'esclavage en 1849, les travailleurs se sont battus pour imposer le respect de leurs votes. Il y a eu des bavures. Et ça a continué pendant tout le 19^e siècle, et en 1910 la grande grève de Guadeloupe, et en 1926, et en 1948, 1952, 1959, 1961, 1967, 1974.... « bavures », travailleurs

assassinés !

Mais les travailleurs ont assumé leurs luttes et les risques qu'ils prenaient. Lorsque les mêmes travailleurs pestent, protestent, ou même manifestent contre les attentats et leurs bavures, ils le font pour dire qu'on en a pas débattu et discuté avec eux. Et comme l'a dit une travailleuse révolutionnaire, une de nos camarades, dans une manifestation publique de CO :

« Ce qui se fait sans nous, sans notre accord, se fait le plus souvent contre nous ».

Nous avons dit et écrit que les attentats sont le fait d'anti-colonialistes exaspérés par la situation coloniale, mais qui agissent en dehors de la classe ouvrière.

Mais lorsque les mêmes anti-colonialistes veulent obliger les travailleurs à vaincre leur prétendue peur, ils font preuve de mépris vis à vis de ceux-ci.

Nous sommes pour notre part opposés à toute action violente destinée à obliger les travailleurs à prendre conscience de la nécessité de l'indépendance nationale.

Nous disons, dans notre activité quotidienne et par des moyens politiques, aux travailleurs qu'il est dangereux pour eux de laisser poser et résoudre le problème national en Guadeloupe et Martinique par une classe sociale qui risque demain d'ériger un état qui leur sera hostile.

Nous militons non pas pour l'indépendance, mais pour que les travailleurs prennent en compte ce problème et prennent la tête de la lutte pour le résoudre.

Suite page 3

BAIE MAHAULT : A ELF LA JAILLE LA GREVE CONTINUE.

La grève entreprise par les travailleurs de deux stations Shell à la Jaille depuis le 24 novembre dernier continue.

Le capitaliste D. Audebert qui possède ces deux stations refuse toute discussion avec les grévistes.

Ces grévistes exigent :

- le respect du personnel
- 39 heures de travail effectif
- l'alignement des salaires sur le SMIC
- une prime d'ancienneté
- le remboursement des ponctions injustifiées opérées sur leurs salaires par le gérant Hector Tassilingon pour réparation de dégâts causés par les clients.

- L'établissement d'un planning de travail
- la construction d'un vestiaire pour le personnel.

- la fermeture des stations à 21 heures.

C'est de toutes ces revendications importantes que les travailleurs veulent discuter avec Audebert. Devant l'entêtement de ce dernier à engager des négociations, les travailleurs des stations à la Jaille ont décidé de tenir jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Audebert et son valet Tassilingon doivent céder.

CE QUE NOUS VOULONS

Notre pays est sous la domination directe et souvent sanguinaire de l'impérialisme français. Nous avons été colonisés, soumis, humiliés. Notre développement économique est aujourd'hui réduit presque à néant. Notre dépendance de l'extérieur ne fait que s'accroître dangereusement..

La fiction de la citoyenneté française que l'on nous a offerte en 1946 n'a servi qu'à faire de nous des citoyens de seconde zone. Des dizaines de milliers d'entre nous sont aujourd'hui contraints de vivre en France sans espoir de retour et avec la hantise de ce qui pourrait se passer avec la montée du chômage et du racisme.

Notre pays a servi, comme d'autres colonies à enrichir les ports et les cités industrielles de la « métropole ». Aujourd'hui, on nous refuse jusqu'au droit de vivre libre chez nous et de choisir nous même notre voie pour l'ave-

nir. On veut nous maintenir par la force attachés à un pays impérialiste qui ne cesse d'intervenir militairement pour écraser au Tchad ou au Liban d'autres peuples aussi pauvres que nous.

Cela ne peut plus durer. Nous ne devons plus l'accepter. Se battre contre l'impérialisme français, ce n'est pas seulement se battre pour l'indépendance, c'est se battre contre ceux qui ont fait de nous des assistés, des exilés et aujourd'hui des étrangers dans notre propre pays

C'est se battre pour que nous, les pauvres qui sommes les plus nombreux, gouvernions demain ce pays.

Notre lutte ne doit pas profiter à quelques commerçants ou industriels guadeloupéens, ni permettre l'accès à des postes et à des honneurs à quelques médecins, avocats ou autres membres de « l'élite » noire qui nous

prêcheront demain le travail et la patience et la nécessité de faire des sacrifices.

D'autres peuples ont livré avant nous le combat contre l'oppression directe de l'impérialisme et ils l'ont fait victorieusement. Nous y parviendrons nous aussi. Mais tout près de nous, nous voyons des nations pauvres sous développées qui sont indépendantes mais où les pauvres sont toujours aussi pauvres qu'avant leur indépendance. Parce que les gouvernants de ces pays sont des minorités de possédants ou des « élites » qui ont écarté les ouvriers et les paysans du pouvoir.

Parfois même ce sont des cliques de militaires qui écartent les gouvernants.

Nous éviterons cela en construisant dès aujourd'hui dans la lutte avant la phase ultime de l'écroulement de l'administration coloniale, une organisation des travailleurs qui mobilisera et conduira tous les pauvres, les ex-

plôtés, les sans travail, les sans terres et les sans grades au pouvoir.

Nous savons que le socialisme ne pourra exister et triompher que si les grandes puissances, et en particulier les Etats Unis, sont abattues de l'intérieur par leurs propres exploités.

Nous ne pouvons faire cela, mais nous pouvons donner aux exploités des Etats Unis et à ceux de France notre exemple.

Nous pouvons faire que dans les Antilles de demain, ce soient les travailleurs qui gouvernent et non les exploités, même ayant la même couleur de peau que nous.

Nous pouvons montrer aux exploités du monde entier que dans de petites îles pauvres, sous développées, peut vivre un peuple de travailleurs, libre, indépendant, majeur, se gouvernant lui même.

GRENADÉ SOUS LA DOMINATION AMERICAINE.

Quelle est la situation dans l'île de la Grenade après l'intervention Américaine ? Il semble que même ceux qui dans ce pays avaient approuvé l'intervention américaine sont en train de déchanter, tel le rédacteur en chef du journal « Grenada Newsletter », qui était opposé au régime de Bishop et avait été emprisonné après le récent coup d'état militaire, et qui déclare : « Nous craignons que la mission de « sauvetage » ne se transforme en force d'occupation, que les Etats Unis ne cherchent à contrôler les décisions politiques grenadines. »

En fait de rétablissement de la démocratie (c'est ainsi que le gouvernement Américain a cherché à présenter son intervention à Grenade) c'est une dictature qui est en train de se mettre en place.

Les personnes soupçonnées d'avoir été des partisans de Bishop, les membres et sympathisants du New Jewel Mouvement, sont traqués et emprisonnés. Les soldats américains perquisitionnent chez les gens, recherchent ceux qui se cachent. Les prisonniers sont enfermés dans de petites cages en bois dont l'ouverture est haute de 70 cm, les prisonniers doivent s'accroupir pour y pénétrer. Le toit de ces cages est une feuille de plastique qui n'isole pas de la pluie, et dès qu'il pleut, les prisonniers sont trempés. Ces informations sur le sort des prisonniers ont été révélées par Kenrick Radix, ancien ministre de la justice sous le régime de Bishop.

Selon le journal Américain Washington Post lui même, ces prisonniers seraient au nombre de 230, sur une population de 110 000 habitants ! Mais on n'a aucune information très précise sur le nombre réel des prisonniers.



Soldats américains gardant deux prisonniers grenadiens. (AFP)

Le gouvernement mis en place par les Etats Unis, dirigé par Sir Pau Scoon, a pris des mesures qui sont très loin de la démocratie promise : interdiction des rassemblements publics, autorisation des arrestations sans mandats.

Un journaliste qui avait critiqué l'intervention américaine et avait des liens d'amitiés avec Bishop, s'est vu retirer son permis de travail.

Dernièrement aussi, les étudiants de Grenade qui poursuivaient leurs études à Cuba, en Allemagne de l'Est, en URSS. ont dû les interrompre : ils ont été rappelés à Grenade.

Certains journalistes guadeloupéens parlent avec extase de la « pluie de dollars » qui a arrosé Grenade après l'intervention américaine A quoi serviront ces dollars ?

Il semble qu'ils soient destinés à une utilisation très particulière et bien éloignée de l'amélioration des conditions de vie de la population : renforcer la puissance militaire des pays de cette région qui sont sous l'emprise de l'impérialisme américain, dont ils pourront ainsi préserver la main mise sur la Caraïbe.

MARTINIQUE : PROPOS DE CABORT-MASSON

LE MEPRIS DES TRAVAILLEURS.

Suite de la page 2

Aujourd'hui, la majorité des travailleurs n'est pas pour l'indépendance. Les organisations ouvrières Partis Communistes et syndicats CGT critiquent le nationalisme, les indépendantistes, mais pas au nom de la prise du pouvoir par les travailleurs, mais au nom du réformisme et de la passivité. Ils poussent les travailleurs à ne revendiquer que ce que le système est prêt à offrir. Les luttes des travailleurs, dirigées par les syndicats sortent rarement de ce cadre.

Et quand elles en sortent c'est pour se trouver face à la répression brutale (Chalvet 1974, Pointe-à-Pitre 1967).

Le problème, c'est justement que les travailleurs se donnent des organisations qui

soient révolutionnaires. C'est qu'ils participent à la lutte politique autrement que les jours d'élections, qu'ils aient une perspective révolutionnaire à offrir aux masses autre que d'attendre le bon vouloir de l'état colonial ou de servir de troupes à une direction bourgeoise ou petite bourgeoise pour l'édification de son état national.

Dans les perspectives nationalistes, la classe ouvrière ne trouve place que comme un élément qui doit se fondre dans le peuple derrière la direction unie des « patriotes ».

Quel sera l'aboutissement du patriotisme chez un ouvrier ? Et chez un médecin ou un entrepreneur noir aisé, riche ? Ce ne sera pas exactement le même.

Tous les « patriotes » riches et pauvres étant confondus, ce sont les riches, les gens cultivés qui dirigeront tout naturellement. L'aboutissement de la lutte « patriotique » sera l'état des élites noires, celui des Noirs riches !

Lorsque Cabort-Masson appelle les « patriotes » à s'unir, le but visé ce n'est pas seulement d'accroître l'efficacité de la lutte anticolonialiste, mais c'est aussi de subordonner les objectifs des pauvres à ceux des riches, ce qui équivaut à faire disparaître « dans l'unité » ces objectifs.

Mais là aussi, sur le problème de l'unité les travailleurs ont leur propre politique, leur point de vue.

Ils peuvent s'allier avec d'autres classes pour atteindre des objectifs bien précis.

Il y aura forcément plusieurs classes sociales dans la lutte contre le colonialisme. Et il sera même indispensable de réaliser l'unité la plus large du peuple pour vaincre le colonialisme. Mais si les travailleurs doivent se montrer les meilleurs artisans d'une telle mobilisation de tout le peuple contre l'adversaire colonial, ils doivent aussi en même temps éviter soigneusement et farouchement de se fondre dans une telle unité et de soumettre ainsi leurs intérêts à ceux des Guadeloupéens et Martiniquais des classes riches ou aisées.

LE PCG DECU PAR LE GOUVERNEMENT.

Dans plusieurs articles du journal l'Etoile parus depuis la mi-novembre, le parti Communiste Guadeloupéen fait état de sa déception en ce qui concerne la politique du gouvernement pour les DOM TOM, et plus particulièrement au sujet du récent projet de loi sur les attributions des Conseils Régionaux.

Les critiques et les reproches formulés par le Parti Communiste sont les suivants :

Le gouvernement, dans son projet de loi, n'a pas tenu compte des amendements proposés par les élus Communistes locaux, «le projet gouvernemental n'a pas pris en compte les amendements et observations des forces de gauche des trois pays» (Guadeloupe Martinique et Réunion).

Ces amendements proposés par les élus de gauche visaient à obtenir pour les conseils régionaux, «des ressources et les attributions nécessaires pour leur permettre de jouer un rôle véritable dans la gestion de leurs trois pays». Dans un autre article, le PC déclare : «le gouvernement a ainsi adopté un projet de loi qui ne donne pas véritablement aux Régions d'Outre-Mer des moyens (en particulier financiers) qui leur permettraient de mettre en place un réel développement tant économique que culturel ». Et ailleurs, il établit que suivant le nouveau projet de loi, «le Conseil Régional ne vaudrait que le 1/3 du Conseil général ».

Le Parti Communiste reproche donc au gouvernement de ne pas donner au Conseil Régional, mis en place dans le cadre de la décentralisation, et après l'échec du projet d'assemblée unique, ni compétences ni pouvoir, ni argent, face au conseil Général, que le PC déclare être «élus sur un mode injuste et réactionnaire», et qui est aux mains de la droite.

Si le gouvernement ne tient pas compte des propositions faites par les élus de gauche, c'est qu'il recule devant la volonté de la droite «L'échec du projet d'assemblée unique,

dans les conditions que l'on sait, s'apparente à une capitulation sans combat». «Les socialistes locaux n'ont pas reculé devant les tractations avec la droite pour faire élire un sénateur socialiste au mépris de l'accord socialo-communiste». Le PC cite le cas de la Nouvelle Calédonie, où «la concertation avec les réactionnaires caldoches prend le pas sur le dialogue avec les démocrates socialistes et patriotes canaques».

Cette politique du gouvernement entraîne «la déception des masses». Quant à l'administration locale, elle reste «livrée à la droite fascisante grâce au maintien en place de hauts fonctionnaires coloniaux».

Le Parti Communiste guadeloupéen reproche donc au gouvernement de s'incliner devant la droite. Il adresse ses requêtes à ce même gouvernement pour que celui-ci accorde aux Conseils Régionaux plus de moyens «en particulier financiers». Mais après avoir réclamé de l'argent du gouvernement français, moyens que ce gouvernement dispense d'ailleurs très largement aux capitalistes, par certaines de milliards, le PC déclare que «notre économie qui déjà subit les contre coups de la crise européenne ne doit pas faire encore les frais de la politique de rigueur de la France».

Que proposent les PCG et PCM pour faire pression sur le gouvernement ? «Ils appellent tous les démocrates des DOM à se mobiliser et agir pour faire respecter les droits et intérêts fondamentaux de leurs peuples». Le Comité central appelle tous les Guadeloupéens.. à lutter activement pour :

- contraindre les exécutifs locaux à prendre en compte les revendications du peuple Guadeloupéen.
- s'opposer à toutes les mesures du gouvernement contraires aux intérêts de notre peuple.
- Jeter les bases de l'Union des forces populaires condition indispensable pour imposer le

changement». Il appelle aussi les travailleurs à renforcer le Parti Communiste. «Le succès de ces luttes passe par l'existence d'un Parti Communiste organisé, puissant, lié aux masses, proposant une stratégie politique correcte».

Les appels à la mobilisation lancés par le PCG restent donc bien vagues. S'opposer, contraindre, mais comment, par quels moyens ? Il ne le dit pas. Jeter les bases de l'Union populaire, alors que le Parti Communiste tolère passivement la répression vis à vis de militants du MPGI de travailleurs anti-colonialistes dont on peut critiquer les positions nationalistes, mais qui n'en restent pas moins engagés dans la lutte anti-colonialiste en Guadeloupe. Alors qu'il refuse de participer à un meeting qui a réuni plusieurs centaines de personnes pour la seule raison que les organisations présentes voulaient apporter leur soutien à une militante du MPGI emprisonnée.

Cette attitude des PCG et PCM qui consiste à se maintenir dans une attitude de quémendeur vis à vis d'un gouvernement dont par ailleurs ils mettent en évidence la soumission par rapport à la droite, a rejeté dans le camp nationaliste de nombreux jeunes.

Ce que le PCG propose pour l'instant, c'est une vague mobilisation de la population pour le renforcer pour qu'il pèse un peu plus dans les requêtes que ses élus adressent au gouvernement.

Or, ce gouvernement «de gauche» est prêt à mettre au pas les travailleurs autant que cela plaira à la droite, aux yeux de laquelle il ne veut pas se déconsidérer, et aux Capitalistes qui l'utilisent pour mettre un frein à toute velléité de lutte de la classe ouvrière contre les privations qu'ils entendent lui imposer en cette période de crise. D'ailleurs le Parti Communiste lui même tombe dans le piège. Le PCF accepte sans broncher la politique du gouver-

nement. Quant au PCG, tout en grinçant contre le gouvernement qui tient bien plus compte des désirs de la droite que des siens, il ne propose aux travailleurs aucune riposte réelle contre la situation en Guadeloupe.

Nous aussi, à Combat Ouvrier, nous militons pour que se forme «un parti Communiste organisé puissant, lié aux masses, proposant une stratégie politique correcte», et qui soit, comme le dit le PC, «un parti de lutte». C'est vrai que seul un tel parti, un parti des travailleurs, dirigé par eux, pourra amener la classe ouvrière au pouvoir.

Mais nous pensons que la politique actuelle du PC ne va pas dans ce sens. En ne proposant à la classe ouvrière aucune lutte concrète contre le colonialisme, le PC l'immobilise. Loin de se montrer un parti de lutte, il se montre plutôt comme un quémendeur bafoué par le gouvernement français.

Il expose ainsi la classe ouvrière aux coups et à l'exploitation à venir de la part de l'administration colonialiste, mais cette politique désarme la classe ouvrière et en fait un spectateur passif dans une situation politique où la petite bourgeoisie s'organise et cherche à prendre la tête de la lutte anti-colonialiste.

Si la classe ouvrière ne prend pas la tête de la lutte contre l'administration coloniale, et contre la politique du gouvernement de gauche, elle se retrouvera désarmée et écartée du pouvoir dans une Guadeloupe libérée du colonialisme.

Cela, les militants du Parti Communiste doivent le comprendre et chercher comment réagir. Pour notre part, nous sommes prêts à en discuter fraternellement avec tous ceux qui se posent ces problèmes.

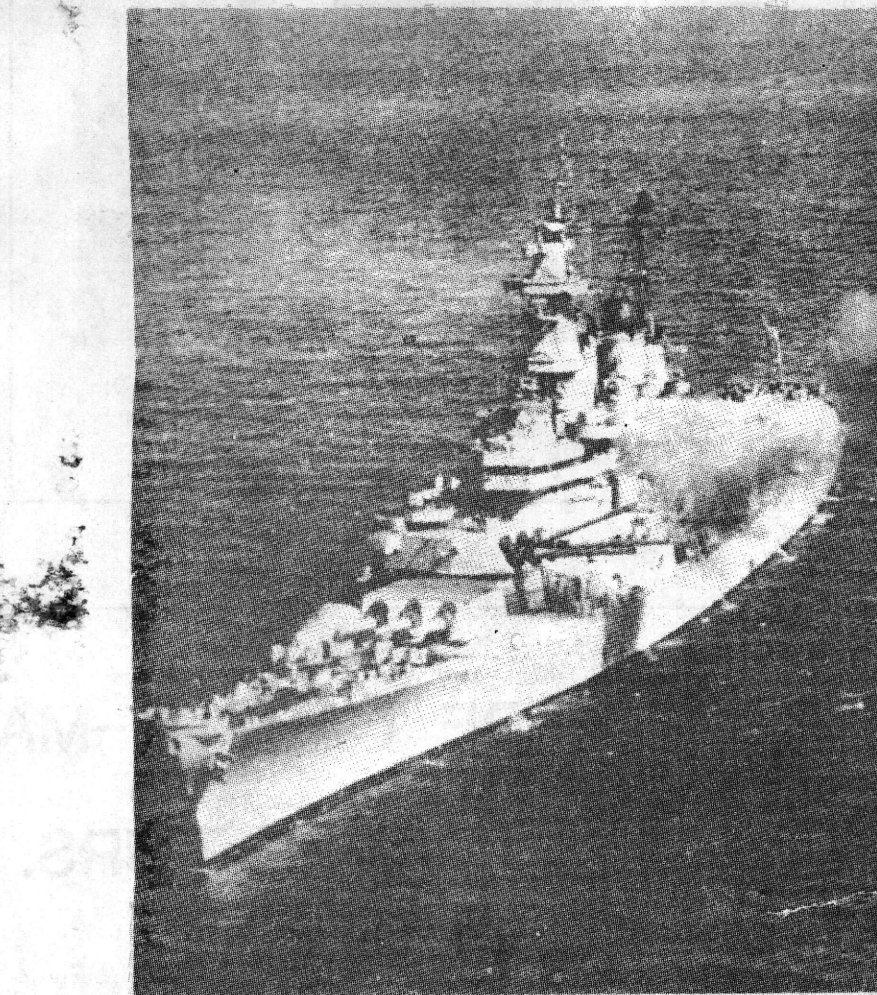
MOYEN ORIENT : REAGAN FAUTEUR DE GUERRE

La tension dans cette région du globe est montée brusquement depuis que dimanche 4 décembre 24 avions américains ont bombardé les positions défendues par l'armée syrienne. Cette attaque, Washington n'a trouvé pour l'instant aucune explication pour la justifier. Néanmoins elle ne fut pas une réussite militaire. En effet la défense anti-aérienne adverse abattit deux avions américains. Un pilote fut fait prisonnier.

En réponse à cette agression les 1800 marines américains de la force d'interposition stationnée à Beyrouth ont été bombardés. 8 d'entre eux furent tués. Ces tirs provenaient de batteries druzes, les Druzes sont pour l'instant alliés aux Syriens. Dans la même journée une voiture piégée faisait 14 morts à Beyrouth.

Visiblement Reagan et le Secrétaire du Pentagone (Ministère de la défense américain) ont décidé d'utiliser la manière forte pour arriver à leurs fins. Ils font donner l'aviation, ils ont concentré au large des côtes libanaises une armada de porte-avions, de croiseurs, de transporteurs de troupes. Ils ont renforcé le potentiel militaire de leurs alliés dans la région. D'abord l'armée libanaise, elle, a été recréée toutes pièces par les conseillers américains. Equipée, entraînée par les Américains, elle est dès maintenant capable de s'en prendre à la gauche libanaise dont font partie les Druzes de Wallid Jumblatt. Outre cette armée libanaise, Reagan peut compter sur Israël qui occupe une bonne part du sud Liban. La semaine précédente M. Shamir, premier ministre israélien, s'était rendu à Washington pour se concerter. D'abord l'armée libanaise, elle, a été recréée de de la signature entre ces deux chefs d'Etat bellicistes d'un accord militaire, en vue d'attaquer la Syrie et la gauche libanaise.

Les diplomates syriens, de leur côté s'attachent à calmer les esprits. Ils veulent éviter un affrontement direct avec les israéliens et les américains. Ils font propositions sur propositions et essaient de se montrer conciliants à souhait. Ils se disent prêts à évacuer le Liban à condition qu'Israël fasse de même. Mais les Israéliens ne l'entendent pas de cette oreille. Ils imposent des conditions préalables à leur départ, en particulier un retrait sans condition des Syriens. Assads le dictateur de la Syrie ne demande déjà plus le retrait des israéliens du plateau du Golan, territoire syrien occupé de



Le cuirassé US New Jersey qui vient d'arriver au large des côtes du Liban. (Ph. AFP)

puis 1976, mais il ne peut accepter cela.

Les concessions syriennes n'ont eu aucun effet sur Reagan, on est en droit de douter qu'elles en aient dans l'avenir. Actuellement le seul argument politique de diplomatie américaine est la manière forte.

A la Grenade il n'y a pas eu de négociations, mais l'intervention de milliers de marines. En Amérique centrale, c'est le même principe qui est appliqué. Des troupes américaines entourent le Nicaragua, des réactionnaires armés par les bons soins de Reagan, interviennent dans le pays même. Alors que le gouver-

nement des Etats Unis refuse un passeport au ministre des affaires étrangères du Nicaragua qui projetait de venir faire des offres de paix à l'ONU en direction des USA. En Europe les Américains ne négocient plus avec les Russes. Ils installent des fusées Pershing, munies de bombes atomiques pointées sur le territoire de l'URSS.

La politique de Reagan au Moyen Orient rentre dans le même cadre de violence. Des pressions sont exercées, des actions militaires sont menées, et une intervention militaire ultérieure n'est pas exclue.

Le but de tout cela est de soumettre à la paix américaine et donc à l'exploitation totale tous les peuples de cette région, proche des grands champs pétroliers du Moyen Orient.

POUR ECRIRE A

COMBAT OUVRIER EN FRANCE.

Notre adresse postale a changé.
Provisoirement écrire à :

COMBAT OUVRIER
Poste Restante Paris 113
Place de l'Hôtel de Ville
75004 PARIS

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728